

Convention collective

IDCC : 8526 | **ARBORICULTURE FRUITIÈRE**  
**(Côtes-d'Armor, Deux-Sèvres, Ile-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Morbihan, Sarthe et Vendée)**  
**(8 avril 2003)**

(Étendue par arrêté du 15 juillet 2003,  
*Journal officiel* du 5 août 2003)

## Avenant n° 6 du 9 janvier 2020

NOR : AGRS2097090M

IDCC : 8526

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**Fédération régionale des producteurs de fruits de l'Ouest,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**Fédération générale agroalimentaire CFDT ;**

**Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;**

**Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO**

**Fédération CFTC-Agri ;**

**Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### Préambule

Le présent avenant a pour objet l'intégration du principe de solidarité.

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent accord ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

## Article 1<sup>er</sup>

L'article 7 est rajouté :

### « Article 7 | *Principe de solidarité*

Les exploitations et entreprises agricoles devront, quel que soit l'organisme assureur auprès duquel elles ont souscrit un contrat collectif d'assurance, s'assurer que la couverture mise en place met en œuvre des mesures collectives ou individuelles de prévention et d'action sociale, selon les mêmes modalités que l'accord national du 10 juin 2008.

Le présent accord interprofessionnel s'inscrit dans le cadre de la participation à la mutualisation au fonds de solidarité institué au niveau national, tel que prévu à l'article 6.3.4 de l'accord national du 10 juin 2008. »

## Article 2 | *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1<sup>er</sup> jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension.

## Article 3 | *Dépôt et extension*

Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à la DIRECCTE des Pays de la Loire, 12, rue Papiou-de-la-Verrie, 49036 Angers Cedex 01.

*Fait à Angers, le 9 janvier 2020.*

(Suivent les signatures.)